

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Troisième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 20 - 23 octobre 1997

RAPPORTS D'ÉVALUATION

Point 5 de l'ordre du jour



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.3/97/5/Add.1
5 décembre 2001
ORIGINAL: ANGLAIS

ÉVALUATION À MI-PAROURS DU PROJET VIET NAM 4617

Remise en état et amélioration des digues maritimes

Coût total des produits alimentaires	10 598 726 dollars
Coût total pour le PAM	13 932 107 dollars
Date de l'approbation par le CPA	29 mai 1992
Date de la signature du plan d'opérations	12 février 1993
Date de la première distribution	10 mars 1993
Durée du projet	Cinq ans
Date officielle d'achèvement	9 mars 1998
Date de l'évaluation	Novembre 1996
Composition de la mission	PAM/FAO ¹

Sauf indication contraire, toutes les valeurs monétaires sont exprimées en dollars des Etats-Unis.

¹ La mission se composait d'un spécialiste de l'évaluation (chef d'équipe) (PAM); d'un agro-économiste (PAM); d'un sociologue (PAM); et d'un ingénieur (FAO).

RÉSUMÉ

Les familles qui vivent dans les zones du projet sont défavorisées et en situation d'insécurité alimentaire en partie à cause des dégâts occasionnés par les typhons et les infiltrations d'eau saline. Les ouvrages de protection ont donné aux bénéficiaires du projet un sentiment de sécurité et de confiance en l'avenir. Ceux-ci ont intensifié leur production agricole et commencent à mettre sur pied des activités rémunératrices. Parallèlement, des travaux d'irrigation, d'électrification et d'amélioration des infrastructures sont en cours dans de nombreux sites du projet. Les indicateurs socio-économiques reflètent déjà une amélioration rapide des conditions de vie, liée notamment à une augmentation des disponibilités alimentaires par habitant. Le projet dans son ensemble s'est déroulé de façon satisfaisante, malgré des retards dans les livraisons des produits alimentaires du PAM. Cependant, les modalités d'échange du blé et de la farine de blé du PAM contre du riz de production locale n'ont pas permis d'acquiescer suffisamment de riz pour rémunérer intégralement les travailleurs à l'achèvement des travaux ou, moins encore, atteindre les objectifs prévus dans le résumé du projet et le plan d'opérations.

Le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à apporter leur exemplaire personnel en séance et à ne pas demander d'exemplaires supplémentaires.

GENERALITES

Le problème

1. Il y a au Viet Nam 2 500 kilomètres de digues qui protègent environ 500 000 hectares de terres. Elles sont cependant trop basses et ont été mal conçues au départ. Lors des typhons, elles sont submergées ou rompues par l'eau de mer qui rentre dans les terres. Ces inondations provoquent des souffrances humaines et des dégâts aux infrastructures, et détruisent la majorité des récoltes sur pied et dans les entrepôts. Les sols deviennent salins et mettent parfois plusieurs années avant de retrouver leur productivité. Les typhons créent une atmosphère d'insécurité qui décourage les investissements et le développement agricoles. Comme les variétés de riz à haut rendement sont extrêmement sensibles à la salinité, les paysans tendent à utiliser des variétés traditionnelles plus résistantes mais dont le rendement est plus faible. Comme les typhons surviennent normalement en été et en automne, beaucoup de paysans préfèrent ne planter qu'une seule récolte de riz pendant la campagne d'hiver/printemps, moins risquée. Dans toutes les provinces, hormis celle de Hue, il existe des ouvrages de prise d'eau pour l'irrigation, mais il est impossible d'étendre le réseau de canaux tant que les risques ne seront pas ramenés à un niveau acceptable.

Aide du PAM à la remise en état des digues

2. Le projet Viet Nam 4617, qui fait l'objet de l'évaluation, couvre sept provinces du centre du Viet Nam. Ces provinces possèdent environ 1 100 kilomètres de digues maritimes et estuariennes, dont 454 kilomètres devaient être remises en état dans le cadre du projet. La zone du projet se caractérise par un déficit vivrier chronique, une forte pression démographique, une extrême pauvreté; le groupe cible, dont le nombre est estimé à plus de 1 747 000 personnes (chiffre de 1990) est fortement exposé à l'insécurité alimentaire.
3. Un projet similaire, Viet Nam 5325 - "Amélioration et remise en état des digues maritimes dans le nord du Viet Nam" a démarré au début de l'année 1996. Il couvre cinq provinces et devrait durer quatre ans. La population cible est estimée à 314 512 personnes.

Les objectifs du projet

4. **L'objectif à long terme** est de créer des conditions favorables à l'accroissement de la production agricole dans la zone du projet. L'amélioration des digues est fondamentale pour mieux protéger les terres des zones côtières contre les inondations et les infiltrations d'eau saline et, partant, permettre aux paysans d'intensifier leurs cultures, en pratiquant la double culture et en adoptant des variétés de riz à plus haut rendement.
5. Au stade de la conception du projet, les **objectifs immédiats** ci-après ont été définis:
 - a) remettre en état et améliorer environ 454 kilomètres de digues maritimes pour améliorer leur résistance aux tempêtes et aux typhons et réduire les travaux d'entretien courants;
 - b) réduire la fréquence des inondations d'eau de mer dans les zones protégées, dues à la submersion ou à la rupture des digues, lors de tempêtes ou de typhons violents;
 - c) accroître la surface cultivable, grâce à la pratique de la double culture et à des travaux de bonification des terres;



- d) réduire les pertes en vies humaines et les dégâts causés aux cultures et aux infrastructures dus aux typhons.

Réalisations du projet

6. Les réalisations prévues étaient les suivantes:
 - a) travaux de remplissage, filtres (gravier), revêtements de pierre, gazonnement, construction et revêtement de béton;
 - b) plantation et entretien de 1 010 hectares de palétuviers, y compris la fixation de dunes;
 - c) formation de 1 400 chefs de brigade et de 190 ingénieurs, techniciens et forestiers.

Rôle de l'aide alimentaire

7. L'aide alimentaire fournie par le PAM sous la forme d'une ration familiale de 2,5 kilogrammes de riz par journée de travail devait inciter les agriculteurs à participer aux travaux de remise en état des digues. Les chefs de brigade devaient recevoir des vivres en échange de leur participation aux cours de formation et aux travaux. La ration du PAM était censée opérer un transfert de revenu important. L'aide alimentaire devait aussi fournir un appui budgétaire limité pour l'acquisition des intrants essentiels.

Apports alimentaires et justification du choix des produits

8. On estimait que l'exécution des activités du projet nécessiterait 21 100 000 journées de travail et 52 750 tonnes de riz. Il a donc été proposé de fournir du blé, de le mouliner en farine, puis de l'échanger contre du riz produit sur place. Le taux d'échange blé/riz devait être fixé suivant les directives du PAM concernant les échanges de produits alimentaires. On avait donc retenu un taux de 1,4 tonne de blé tendre contre une tonne de riz local de bonne qualité. Sur cette base, le projet nécessitait 74 550 tonnes de blé tendre, dont 700 tonnes à monétiser pour l'achat des apports non alimentaires essentiels.

COUVERTURE GEOGRAPHIQUE DE L'EVALUATION

9. L'évaluation couvre trois des sept provinces intéressées par le projet 4617, à savoir Thanh Hoa, Ha Tinh et Quang Nam Da Nang. La mission a aussi reçu un rapport d'information détaillé des autres provinces. L'agronome et le sociologue ont effectué des analyses préliminaires en concentrant leurs travaux sur trois communes (une dans chacune des provinces visitées). Ces communes ont été sélectionnées d'après les données de référence fournies par l'enquête financée par le PAM en 1993. La mission s'est aussi rendue dans trois des cinq provinces situées dans la zone couverte par le projet 5325 (Ninh Binh, Nam Ha et Thai Binh), principalement pour s'assurer que les enseignements retirés du projet 4617 avaient été mis à profit dans le projet 5325.

EVALUATION

Le projet tel que prévu

10. Le projet est bien conçu dans la mesure où il s'attaque aux besoins immédiats des populations pauvres dont l'alimentation quotidienne, le revenu, les biens et la vie même



sont constamment menacés. Il a donné un sentiment de confiance aux bénéficiaires. L'aide alimentaire s'est avérée efficace pour mobiliser les travailleurs non qualifiés.

11. Les descriptifs de projet ne donnent pas toujours suffisamment de précisions sur les bénéficiaires et les procédures de ciblage, mais la mission a constaté que le projet était bien conçu. Celui-ci prend pleinement en considération les contraintes financières ou géographiques ainsi que les disponibilités de main-d'oeuvre, ce qui lui permet de minimiser les dépenses d'équipement et d'utiliser au maximum les ressources locales (matériel et main-d'oeuvre). Toutes les activités du projet 4617 font appel à des techniques de construction de grands ouvrages à fort coefficient de main-d'oeuvre. Non seulement ces techniques sont conformes à l'objectif de lutte contre la pauvreté visé par le projet, mais elles permettent d'améliorer la qualité et la précision de certaines composantes essentielles des digues maritimes, comme les filtres ou les ouvrages de protection des talus et des pentes, ce qui est important pour la sécurité à long terme et la durabilité des structures.
12. Malheureusement, les modalités d'échange du blé et de la farine de blé du PAM contre du riz local n'ont pas répondu aux attentes.

Gestion de l'aide alimentaire

13. L'engagement du PAM au titre du projet est de 74 550 tonnes de blé, ou son équivalent en farine de blé. Au 30 juin 1996, le PAM avait livré 10 200 tonnes de blé et 21 630 tonnes de farine de blé. L'arrivée tardive des ressources allouées pour 1996 et des informations sur la diminution des disponibilités a été jugée peu propice à la bonne gestion du projet.
14. Au 30 juin 1996, 13 839 747 journées de travail nécessitant 34 599 tonnes de riz avaient été effectuées. Les autorités du projet avaient distribué 29 356 tonnes de riz, comprenant 26 792 tonnes de riz obtenues dans le cadre du processus d'échange et 2 563 tonnes empruntées à des entreprises alimentaires provinciales, ce qui a porté la dette en suspens à 7 807 tonnes. Ces emprunts ont été rendus nécessaires par les pertes enregistrées lors de l'échange et par l'arrivée tardive du blé fourni par le PAM.
15. D'après le résumé du projet et le plan d'opérations, le blé et la farine de blé fournis par le PAM, expédiés au port de Ho Chi Minh Ville, devaient être échangés contre du riz local dans les provinces; le gouvernement central garantissait l'application du principe général selon lequel l'échange ne devait générer "ni perte ni profit" pour aucune des parties. Cependant, le manque de clarté des modalités du processus d'échange a donné lieu à des interprétations différentes sur la qualité de riz à distribuer.
16. D'après les directives établies par le PAM pour les échanges de produits alimentaires (dans le cas présent, prix c.a.f. des produits céréaliers et prix FOB sur le marché de Hoh Chi Minh Ville du riz de production locale contenant 35 pour cent de brisures), les produits céréaliers ci-dessus auraient dû permettre d'obtenir environ 35 600 tonnes de riz. Le projet n'a pas pu monétiser le blé et la farine de blé à des prix voisins de la valeur que les pays donateurs leur attribuaient, et le riz a été acheté à un prix plus élevé que les prix indicatifs à l'exportation, car il s'agissait de riz contenant 20 pour cent de brisures, et livré c.a.f. dans les entrepôts de district. En d'autres termes, le riz acheté était d'une qualité supérieure à celle que fournit normalement le PAM et, le projet étant mis en oeuvre dans des provinces déficitaires en riz, le prix d'achat comprenait les coûts du transport intérieur jusqu'au district. Il semblerait que, dans certains cas, on distribue aux bénéficiaires/travailleurs du projet l'équivalent en espèces de la ration de riz afin de: a) réduire les frais généraux du projet; et b) mieux gérer les quantités insuffisantes de riz, dans les districts et sur les chantiers.



17. Au 30 juin 1996, les pertes post c.a.f. s'élevaient à 221 tonnes de farine de blé, soit un pour cent du volume expédié, et à 89 tonnes de riz, ce qui représente moins de un pour cent des quantités achetées. Pour le blé, aucune perte n'a été signalée.
18. Des mesures ont été prises pour améliorer le système global de gestion et de distribution des produits alimentaires, mais il reste à mettre en place des systèmes d'exploitation et de gestion qui soient clairs, cohérents et transparents pour tous les participants. Par exemple, le PAM a été invité pour la première fois, en juillet 1995 seulement, à assister, en qualité d'observateur, à une vente de la farine de blé qu'il avait fournie. Le projet dispose d'un système de suivi des produits alimentaires du PAM jusqu'au port de livraison, mais qui ne couvre pas le processus d'échange jusqu'à la dernière distribution de riz aux bénéficiaires. Il sera nécessaire de modifier le système de suivi en conséquence.

Exécution technique

Remise en état et amélioration des digues

19. Les théories divulguées lors du stage de formation qui a eu lieu en 1993 et qui portait sur les techniques de conception, de construction et de remise en état des digues ont été bien assimilées par les ingénieurs et les techniciens venus de toutes les provinces pour y assister. Dans la majorité des cas, les nouvelles techniques de conception et de construction sont bien appliquées, comme il ressort des évaluations du contrôle de la qualité. Les théories exposées pendant le stage de formation sont même appliquées à la construction et à la remise en état de digues maritimes ne relevant pas du projet 4617. Les digues remises en état sont généralement de bonne qualité. On en veut pour preuve leur capacité de résistance lors des 10 violents typhons qui ont frappé les provinces du centre en 1995 et 1996. En fait, la plupart des dégâts subis par les digues dans les provinces du sud ont été causés par des inondations d'une gravité exceptionnelle.
20. Au 30 juin 1996, 65 pour cent des objectifs globaux avaient été atteints, pour une durée du projet de 67 pour cent. On a cependant noté des retards dans les constructions de béton et la plantation de palétuviers, nécessaires pour atténuer la force des raz de marée. Le gouvernement a fourni des intrants essentiels adéquats de bonne qualité et en quantité suffisante.

Apports non alimentaires et contrôle de la qualité

21. La qualité et la quantité des apports non alimentaires fournis par les donateurs sont jugées adéquates. Ces apports se sont avérés d'une grande utilité pour l'exécution du projet. Le PAM n'a donc pas eu à monétiser les 700 tonnes de blé prévues pour financer leur acquisition.
22. Le projet du PNUD N° VIE/92/023, "Services d'ingénierie pour la construction de digues maritimes", a assuré une formation technique et fourni des équipements, afin d'instaurer un contrôle de la qualité des travaux de construction des digues, au niveau des provinces, conformément à la recommandation de la mission conduite par le PAM en 1993. Le personnel des provinces est actuellement capable d'utiliser le matériel de laboratoire et de vérification *in situ*; toutefois, les vérifications du contrôle de la qualité, qui sont essentielles pour la bonne exécution du projet, ne sont pas effectuées régulièrement.



Entretien

23. Le personnel technique permanent du Département provincial de gestion des digues et de lutte contre les inondations organise le contrôle et l'entretien des digues, en coordination avec les équipes communales et les comités des districts pour la lutte contre les inondations et la gestion des digues. Les fonds alloués semblent suffisants et l'organisation satisfaisante, mais la mission a constaté un certain manque d'intérêt pour l'entretien quotidien.

Aspects environnementaux

24. La remise en état des digues maritimes et estuariennes permettra de réduire la fréquence et l'ampleur des inondations et des infiltrations d'eau saline dues aux marées et aux typhons. Les digues maritimes, associées à la plantation de palétuviers, contribueront largement à la stabilisation du littoral, grâce à la régénération de l'écosystème côtier des provinces du centre, qui a été dégradé par la guerre et par d'autres interventions humaines. La régénération de l'écosystème permettra en particulier d'agrandir les aires où les poissons, crustacés et mollusques peuvent se réfugier pour s'alimenter et déposer leurs oeufs. La stabilisation et l'entretien de terres productives proches de la côte réduiront l'érosion.
25. Le projet de foresterie 4304, "Reboisement dans les zones côtières du Viet Nam", assisté par le PAM, joue un rôle décisif dans la fixation des dunes côtières grâce à la plantation de casuarina; il complète à bien des égards le projet 4617. Avec la création récente du Ministère de l'agriculture et du développement rural, qui regroupe les anciens ministères de l'agriculture, des forêts et des ressources hydriques, la coopération entre les projets devrait être encore renforcée.

Bénéficiaires du projet

26. La mission estime à plus de deux millions le nombre de personnes qui bénéficient ou bénéficieront directement des projets 4617 et 5325. Dans les zones du projet, les principales activités économiques sont l'agriculture (70 à 90 pour cent des ménages), la pêche et la production salicole. La production de riz est principalement destinée à la consommation familiale, mais elle est généralement insuffisante en raison de la petite taille des parcelles familiales et des dégâts causés par les typhons et les infiltrations d'eau salée. Des cultures complémentaires, telles qu'arachides, patates douces et légumes sont produites principalement à des fins commerciales. Les familles qui vivent de la production salicole et de la pêche vendent ou échangent leurs produits contre du riz. Cependant, nombreux sont ceux qui doivent trouver des emplois extra-agricoles, généralement saisonniers, et en dehors des zones du projet. Les travailleurs non qualifiés qui participent au projet viennent pour la plupart des zones du projet.
27. Les rations de riz fournies par le PAM (2,5 kilogrammes par jour de travail) ont été fort appréciées, surtout au début du projet où l'inflation était élevée et où l'on ne trouvait pas toujours de riz sur le marché. A la date de l'évaluation, la mobilisation des travailleurs non qualifiés ne posait toujours pas de problèmes.

Changements attestant des avantages retirés du projet

Intensification des cultures et faits nouveaux s'y rapportant

28. La prévention des infiltrations d'eau de mer a manifestement stimulé les investissements dans les terres agricoles, aux niveaux national, local et individuel. Des projets d'irrigation



ont été mis en oeuvre partout où cela était possible. Des nouveautés sont apparues, notamment des technologies d'ensemencement en remplacement du repiquage, et des variétés de riz à rendement élevé et rapide. Les paysans achètent d'ores et déjà plus d'engrais et ils commencent à utiliser des machines agricoles. L'irrigation, la double-culture, l'adoption de nouvelles variétés, l'utilisation plus efficace des engrais et la bonification des terres sont les principaux facteurs qui ont contribué à un accroissement de la production rizicole ces deux dernières années. Auparavant, la récolte de la deuxième campagne (été/automne) était nulle ou très faible; aujourd'hui, grâce à la double-culture, de nombreux ménages ont réduit leur déficit vivrier. Les producteurs de sel investissent aussi davantage dans leurs étangs d'eau salée. Quelques familles mieux nanties ont commencé à acheter des motoculteurs et des machines pour la transformation des céréales. Elles louent leurs machines à d'autres paysans. En outre, l'élevage de crabes et de crevettes a connu un essor rapide au cours des dernières années.

29. L'intensification des cultures a permis de freiner l'émigration saisonnière. Dans la province de Ha Tinh, le nombre des personnes qui émigrent à la recherche d'un emploi temporaire a diminué, tombant de 2 250 en 1992 à 960 en 1995. L'amélioration des routes et des transports, ainsi que l'augmentation de la production agricole, ont favorisé le développement des marchés et la population peut désormais accéder plus facilement à divers services quotidiens. Le développement des marchés ouvre à son tour des perspectives d'emploi pour les habitants des zones du projet. Dans certaines communes, la digue elle-même est devenue un axe intercommunal important.

Nutrition

30. Malgré une augmentation de la production de porcs, de poulets, et de canards dans le Viet Nam rural, l'incidence de la pauvreté est encore considérable, d'où une proportion élevée d'enfants souffrant de malnutrition (45 à 50 pour cent selon les représentantes de l'Union des femmes) et de femmes anémiées (60 pour cent) dans les zones du projet.

Logement

31. Depuis le lancement du projet, de nombreuses familles ont reconstruit leurs maisons pour en faire des bâtiments semi-permanents (murs de brique, toitures en tuiles). Quelques familles ont les moyens de construire des logements permanents, avec des plafonds en béton. Alors que dans les régions du sud, les populations reconstruisent leurs maisons peu à peu, avec les matériaux de construction qu'ils se procurent (briques, tuiles), dans le nord, ils financent aussi ces travaux en empruntant de l'argent à des parents ou à des amis ou en adhérant à une *tontine* (sorte de coopérative regroupant bon nombre d'individus qui s'unissent pour investir dans des entreprises, reconstruire des maisons ou acheter des machines agricoles). De nombreuses communes ont été électrifiées depuis 1994, suite à la mise en oeuvre du projet. Un nombre croissant de ménages achètent des articles électroménagers, tels que téléviseurs, ventilateurs électriques et magnétophones.

Eau salubre et assainissement

32. Par rapport à 1992-93, les approvisionnements en eau se sont quelque peu améliorés car on a foré de nouveaux puits collectifs et réparé certains de ceux qui existaient déjà. Si des familles ont les moyens de creuser des puits peu profonds et d'installer des pompes à main, dans certaines zones du projet, celles qui résident à proximité des digues continuent à utiliser l'eau de pluie ou à transporter l'eau potable sur de longues distances, et se servent de l'eau des puits ou du fleuve pour faire la lessive et abreuver leurs animaux. Les services



d'assainissement sont rudimentaires, aussi bien pour l'hygiène personnelle que pour l'évacuation des déchets. Selon les représentantes de l'Union des femmes dans les districts visités, 50 à 60 pour cent des femmes mariées présentent des troubles gynécologiques et la proportion de femmes et d'enfants souffrant de parasites est également élevée (environ 50 pour cent dans la commune de Binh Giang).

Sécurité alimentaire et revenus

33. Grâce à l'augmentation de leur production rizicole, les ménages pauvres interrogés ont déclaré que depuis l'an dernier, leur récolte suffisait à nourrir leur famille (après déduction des dépenses pour l'achat de semences, le paiement des taxes agricoles et des redevances d'irrigation). Quelques familles ont même un excédent à vendre. Par rapport à 1992, la proportion de ménages à déficit vivrier a considérablement diminué.
34. Comme leur activité agricole principale permet désormais à la plupart des cultivateurs de jouir d'une certaine sécurité alimentaire, ils utilisent le revenu en espèces qu'ils tirent des cultures maraîchères, des cultures complémentaires, de l'élevage et de leur travail sur les digues pour investir davantage dans des activités de production, pour financer leurs dépenses familiales (frais de scolarité, soins de santé, électricité) ou pour se constituer une épargne.
35. Les familles pauvres sont en général celles qui manquent de bras, qui sont affectées par de graves maladies ou ont de nombreux enfants en bas âge, ainsi que celles qui ne se consacrent qu'à une seule activité agricole principale et ne trouvent pas d'emploi salarié approprié.

Crédit

36. Les systèmes de crédit se sont rapidement développés dans les zones rurales au cours des deux dernières années. Grâce aux digues, la production comporte moins de risques et les banques (principalement la Banque agricole) sont plus enclines à accorder des crédits aux paysans pour qu'ils investissent dans la production. La Banque donne aussi la priorité aux familles pauvres et leur accorde des prêts à faible taux d'intérêt. Le gouvernement a mis au point un programme spécial de soutien aux familles pauvres, qui consent des prêts pour améliorer l'économie des ménages, par l'intermédiaire de la Banque pour les pauvres et du Fonds pour l'éradication de la faim et de la pauvreté. Elles peuvent aussi emprunter de l'argent en adhérant à une *tontine* (voir paragraphe 31).

Education

37. Il existe des écoles primaires et secondaires dans toutes les communes des zones du projet. On n'a noté aucun écart notable entre les taux de fréquentation des filles et des garçons d'âge scolaire. Les abandons scolaires sont courants parmi les enfants des familles pauvres dont les parents n'ont pas les moyens de payer les frais de scolarité et autres dépenses (livres, vêtements, contribution à l'amélioration des écoles, etc.) et ont besoin d'eux pour contribuer à l'économie familiale. Cependant, la proportion d'enfants abandonnant le primaire a récemment diminué car, leurs revenus s'étant améliorés, davantage de parents peuvent payer la scolarité de leurs enfants. La distance des écoles a aussi son importance, comme on a pu le constater dans la commune de Cam Phuc, où environ 30 pour cent des petits enfants ne fréquentent pas l'école: celle-ci se situe à environ trois kilomètres de la commune, distance que les parents jugent excessive.



La condition des femmes

38. Bien que les femmes aient bénéficié des améliorations globales de l'économie enregistrées dans les zones du projet, il semble qu'elles ne représentent que 30 à 50 pour cent de la main-d'oeuvre du projet, et seulement sept pour cent des stagiaires. Dans le projet 5325 de remise en état des digues, qui a récemment été mis en oeuvre, les femmes reçoivent une formation pour devenir chefs de brigade et se familiariser avec les techniques de gestion, avec l'assistance des bureaux de pays du PAM.
39. L'introduction de nouvelles techniques d'ensemencement remplaçant le repiquage et la mécanisation du décorticage et de l'arrachage du riz ont réduit les tâches pénibles qui incombaient auparavant aux femmes. Cependant, dans le domaine de la saliculture ou des pêches, leurs conditions de travail ne se sont guère améliorées. Le projet a néanmoins amélioré leur situation en créant pour elles des emplois, en particulier dans la production animale.
40. Dans les communes visitées, plusieurs activités ont été mises en place pour aider les femmes pauvres. L'Union des femmes joue un rôle important en encourageant et en mobilisant les femmes, en particulier si elles sont pauvres, pour qu'elles participent à des programmes de promotion des femmes, notamment de planification familiale et de soins de santé à l'intention des mères et des enfants. Cependant, comme on l'a déjà souligné, leur situation ne s'est guère améliorée du point de vue de l'hygiène et de la santé.

Analyse économique

41. Pour son analyse économique, la mission d'évaluation a repris l'approche adoptée dans le rapport de la mission d'examen préalable. Les résultats suivants ont été obtenus:

TAUX DE RENTABILITÉ ÉCONOMIQUE (TRE) (%)		
Province	Mission d'évaluation (octobre 1996)	Mission d'examen préalable (octobre 1991)
Thanh Hoa	27	17,5
Ha Tinh	37	38,5
Quang Nam Da Nang	20	27

42. La mission a confirmé que le taux de rentabilité économique était assez élevé, en particulier dans la province de Ha Tinh, par suite de la forte productivité et du faible coût de la main-d'oeuvre. L'accroissement de la production, en valeur, a été supérieur à celui estimé dans le rapport de la mission d'examen préalable, principalement parce que la production a commencé à augmenter plus tôt que prévu: en effet, les agriculteurs ont intensifié leur production dès qu'un tronçon de digue était amélioré, sans attendre que celle-ci soit achevée. En outre, la hausse des prix du riz a été plus rapide que celle des coûts des facteurs de production, tels que la main-d'oeuvre et les intrants agricoles achetés.
43. Dans la province de Quang Nam Da Nang, le taux de rentabilité économique de 1996 a été inférieur à celui indiqué dans le rapport de la mission d'examen préalable, principalement parce que les dégâts occasionnés dans le passé aux logements étaient plus importants qu'on ne l'avait estimé. En outre, la réduction des dégâts consécutive à l'amélioration des digues a été plus faible que prévu dans le rapport, essentiellement parce



que ces estimations se réfèrent à une zone plus vaste que celle effectivement couverte par le projet.

RECOMMANDATIONS

44. La mission a recommandé ce qui suit:

- a) Le PAM devrait continuer à participer à toutes les enchères du comité des ventes de produits céréaliers en qualité d'observateur, et en ayant le pouvoir de veiller au respect du plancher fixé au départ. Les avis d'appel d'offres devraient être plus largement diffusés et la taille des lots ajustée de façon à attirer un plus grand nombre de candidatures. Il conviendra d'étudier la possibilité d'introduire un système de soumissions sous pli scellé.
- b) A l'avenir, le prix d'achat du riz de production locale devrait se rapprocher davantage du prix FOB du riz blanc long grains contenant 35 pour cent de brisures, en vigueur sur le marché de Ho Chi Minh Ville. Tout le riz livré devrait être de bonne qualité et provenir de la dernière récolte.
- c) Si le processus d'échange de la farine de blé du PAM contre du riz local ne respecte pas le principe "ni perte ni profit", à partir de 1997, le PAM devrait envisager d'acheter du riz blanc long grains contenant 35 pour cent de brisures, au prix FOB livré à Ho Chi Minh Ville. Compte tenu des ressources limitées du PAM, les quantités achetées seront vraisemblablement très inférieures à l'allocation prévue et les disponibilités en riz du projet seront largement inférieures au chiffre figurant dans le plan d'opérations.
- d) Le projet devrait instituer, en collaboration étroite avec le bureau de pays du PAM, un système cohérent et fiable "d'enregistrement/contrôle et suivi" des mouvements des denrées, depuis leur arrivée jusqu'au processus d'échange et à la distribution finale aux bénéficiaires. Un système de suivi de ce type est indispensable pour organiser les activités du projet.
- e) Le calendrier des travaux de construction du revêtement de pierres et des ouvrages de protection des talus doit être établi au mieux, tronçon par tronçon, afin que ces composantes remplissent immédiatement leur fonction de protection.
- f) De même, il faut concentrer tous les efforts sur le programme de plantation des palétuviers, en améliorant: i) la protection des plantations; ii) la sélection des sites compte tenu, dans la mesure du possible, des activités de pêche, en sensibilisant les propriétaires des étangs et en les faisant participer à l'entretien des plantations de palétuviers; et iii) les connaissances des techniciens locaux grâce à une formation supplémentaire.
- g) Le programme de construction des écluses doit être respecté afin d'assurer un système de drainage adéquat et, en cas de fortes inondations, de minimiser les risques de submersion des digues et les dégâts qui pourraient en résulter.
- h) Il est indispensable d'introduire un système de contrôle de la qualité régulier, conformément aux recommandations des missions antérieures du PAM (1993 et 1994), d'autant que 34 pour cent seulement des constructions de béton ont été achevées.



- i) Sachant que de petits dégâts localisés peuvent aboutir à l'effondrement des digues pendant la saison des typhons et, partant, à une augmentation considérable du coût des réparations, les opérations d'entretien ordinaire doivent être optimisées. Une formation doit être organisée à l'intention des techniciens et des populations locales.
- j) Les efforts déployés, avec l'appui du bureau de pays du PAM, dans le cadre du nouveau projet 5325 de remise en état des digues dans le nord du Viet Nam, pour améliorer les compétences des femmes, en particulier dans les domaines de la gestion et de la direction des brigades de travail, devraient être poursuivis et étendus à d'autres domaines. En outre, il faut continuer à essayer de faire participer les femmes aux travaux du projet sur un pied d'égalité avec les hommes, et à accroître leur représentation dans les Conseils de gestion provinciaux.

ENSEIGNEMENTS APPLICABLES A D'AUTRES PROJETS

45. Les plans d'opération de ce type de projet devraient définir plus précisément les modalités d'échange des produits alimentaires. La politique du PAM, selon laquelle ces échanges ne doivent occasionner "ni perte ni profit", devraient être clairement définis au niveau opérationnel, à l'échelle d'un pays ou d'un projet, avant toute expédition de denrées.
46. L'expérience acquise dans le cadre de ce projet souligne l'importance de prévoir un système de suivi des produits et des travaux aisément contrôlable. Il devrait être possible de suivre les produits alimentaires depuis le port d'embarquement, jusqu'à l'expédition et à la distribution finale aux bénéficiaires, mais aussi de déterminer, avec suffisamment de certitude, le volume de travail effectué en fonction d'une norme prédéterminée.
47. Dans tous les projets d'ingénierie, des opérations d'entretien de routine devraient être effectuées de manière systématique afin de réduire des dépenses de réparation ultérieures. Une approche analogue devrait être adoptée pour les vérifications du contrôle de qualité.

